Pont abandonnées; 30. que les ex-ministres ne possédaient pas des talents etc., qui les appelaient au poste de conseiller exécutif.

Nous ne reculerons pas devant cette sommation de l'*Aurore*. Nous disons donc: 10. que les comptes publics qui seront, (nous l'imaginons), examinés et contrôlés pendant la prochaine session de la législature, nous mettront en état de pouvoir prouver ce premier avancé. Jusque là, notre confrère voudra prendre patience; car il nous est impossible maintenant d'exhiber les pièces justificatives de notre allégué.

20.—Que l'*Aurore* a une mémoire bien ingrate. A-t-elle oublié que le *Herald* et la presse tory de Montréal, [la *Gazette* exceptée] ont brusquement rompu en visière avec la défunte administration; par suite, si nous ne nous trompons pas, de la nomination d'un Solliciteur-Général? A-t-elle oublié les articles acrimonieux, violents et injurieux que ces journaux prodiguèrent aux ex-ministres? L'*Aurore* voudra-t-elle nous dire qui, de tous les chauds amis, [l'*Aurore* exceptée] de la dernière administration, a élevé la voix pour la défendre? Qui, [l'*Aurore* toujours exceptée] a exprimé quelques regrets de la chute de cette administration?

Nous disons en troisième lieu, que la dernière administration ayant jugé convenable d'en appeler au pays, le peuple du Canada a démontré par le résultat des dernières élections, à quelle valeur il estimait les talents, la probité politique, la position sociale, le caractère public des ci-devant conseillers exécutifs. Après la décision d'un semblable tribunal, toute discussion à ce sujet serait ridicule et superflue.

L'*Aurore* qui paraît si chatouilleuse à l'endroit des ci-devant ministres, devrait publier l'*Histoire Politique, Morale et Critique de l'ex-administration*. Sans doute qu'un pareil travail qui serait naturellement suite à certain pamphlet sur la Belgique, réhabiliterait dans l'opinion publique la susdite administration, et montrerait que tous ceux qui en firent partie, étaient..... qui, des Peel, qui, des Russell, qui des Thiers, qui, des Guizots. Alors le peuple du pays revenu de son aveuglement, élèverait des autels à ces hommes d'états inconus; et incompris.

Les bruits courent aux Etats-Unis que Louis Philippe l'ex-roi des Français a acheté le parc de Stanford et se propose de s'y établir. Un tel bruit a besoin de confirmation.

Nous avons annoncé il y a quelque temps qu'une maison de commerce de Chicago avait demandé à l'exécutif permission de faire passer une goëlette par le St. Laurent pour se rendre en Angleterre. Le gouvernement s'est vu obligé de refuser cette demande en vertu des lois qui subsistent encore.

Un incendio éclata hier soir vers sept heures, dans une boutique de boulanger appartenant à M. Routier qui fut consumée en un instant.

Des citoyens de St. Roch se proposent d'adresser une requête à la législature pour

avoir une corporation séparée. Nous ne voudrions pas entreprendre de leur prouver qu'ils ont tort.

Nous voyons avec plaisir que l'administration pense au district de Québec et qu'elle a dessein d'y faire des améliorations. La rivière St. Charles a été dernièrement explorée par des employés du bureau des travaux publics et on a dressé les plans des ouvrages qu'on se propose d'y faire. Voici à peu près ce plan!

1o Une jetée sur une pointe près du quai des Indes et qui s'étendra à 1500 pieds suivant la ligne des quais qui se trouvent en cet endroit.

2o A côté du coupe-lame et parallèlement, une autre jetée de 4 pieds de large, de 1500 pieds de long.

3o en tête de la jetée parallèle, une autre de 1000 pieds de long suivant le bord de la rivière St. Charles.

4o Du côté de Beauport une jetée partant de la maison des Prêtres, et s'étendant vers le sud-est à 4000 pieds.

On estime la dépense pour ces ouvrages à £93,368, 5, 8,

Le manque d'espace nous force à remettre un article préparé sur les *Sociétés mercantiles d'économie*.

[Du Canadien.]

MINE D'OR.—M. Cunningham, ingénieur géologue qui a exploré dernièrement les divers gisements aurifères de la seigneurie de Rigaud, appartenant à MM. De Léry, publie un rapport dans lequel il donne les plus belles espérances sur la perspective qu'offre l'exploitation en grand de cette mine d'or dont il a retiré, à ce qu'il paraît, un nombre assez satisfaisant d'échantillons.

—Une citrouille, produit du jardin de l'asile champêtre de M. Jas. Blanchard de cette ville, a été pesée ce matin par le clerc du marché de la basse-Ville. On en peut la voir à l'hôtel Blanchard. Elle pèse 106 livres.

Nous donnons d'après les *Mélanges*, les mesures que l'administration se propose de présenter à la prochaine session. On verra que cette session ne sera pas infructueuse.

1o Un Bill de réforme électorale. Ce Bill conservera la proportion actuelle des représentants pour chaque province; mais il augmentera le chiffre des représentants, et le portera, selon les uns, à celui de 120, et selon les autres à celui de 150.

2o Un Bill d'organisation postale. Ce bill établira un taux uniforme pour lettres dans toute la province, et ce taux sera bien moindre que celui qui existe aujourd'hui. Il diminuera aussi considérablement le port des journaux, car le port actuel est par trop élevé. Il établira le bureau général de la poste au Canada, et fera ainsi disparaître les mille et une justes plaintes contre l'organisation postale du jour.

3o Un Bill de réciprocité de commerce avec les Etats-Unis. Par ce Bill, nous obtiendrons les produits des E. U. à bien meilleur marché, et nous pourrions exporter les nôtres sans payer des frais de douane exorbitants.

4o Un Bill d'organisation douanière pour toutes les provinces Anglaises de l'Amérique du Nord. C'est une mesure qu'exigent nos intérêts commerciaux, et qui nous rendra au centuple, par les avantages de l'exportation ce que nous perdons par la suppression des droits des douanes intercoloniales.

5o Un bill de judicature. Nous n'entendons pas par cette mesure un nouveau bill; nous entendons l'ancien bill perfectionné. Car de l'aveu de tous les jurisconsultes il vaut mieux amender que refaire en entier, et la raison en est celle-ci: en refaisant en entier, vous déroutez les gens et vous exposez votre mesure à un non-fonctionnement; tandis qu'en amendant, vous ne faites que

perfectionner (au moins vous êtes censés le faire) un système auquel on est déjà habitué.

6o Un bill d'éducation. Par là, nous ne voulons pas non plus demander un changement complet, ce sont seulement des améliorations au système actuel. Malgré tout ce que peuvent dire un petit nombre d'individus, nous croyons, avec le plus grand nombre et avec le surintendant de l'éducation pour le Bas-Canada, que les principes de la loi actuelle sont bons et qu'il suffit de quelques amendements à cette loi pour en faire quelque chose de fort praticable et de fort utile au pays.

7o Un bill pour le rappel des lois de banqueroutes. Les marchands paraissent désirer qu'il en soit ainsi; et les avocats n'en seront pas fâchés.

8o. Une loi pour la profession du Notariat. C'est au moins une mesure que demandent bien des gens, et qui, bien faite, peut produire les plus heureux résultats. Car il faut se souvenir que le notaire est dans la société une personne qui joue un grand rôle, et qui souvent a en mains le sort de bien des familles.

9o Un bill d'enregistrement. Une réforme en cette matière est absolument nécessaire; car la loi d'enregistrement actuelle paraît mécontenter bien des gens, et nous pouvons dire avec raison.

10o Un bill pour le King's College de Toronto. De cette mesure, nous ne dirons rien pour le moment; nous nous réservons pour plus tard.

11o Un bill de municipalités. Ce bill ne serait qu'une loi d'amendement, afin de faire disparaître les plus grands vices du système actuel.

12o Un bill pour pourvoir à l'encouragement de l'Agriculture. C'est-là une mesure nécessaire et qui devra passer sans opposition. Car si l'on donne de l'argent pour enseigner à la jeunesse à lire, à écrire et à chiffrer; à plus forte raison devons-nous voter de l'argent pour apprendre à cette jeunesse et au peuple en général à bien cultiver les champs. Car il faut se le rappeler, la masse du peuple est agricole; par conséquent, il faut faire quelque chose, nous ajoutons beaucoup, pour l'éclairer sur sa profession, et la mettre en état de lutter efficacement avec nos voisins du sud. Nous devons dire de plus que, parlant pour le Bas-Canada seul dans ce moment, nous croyons qu'il est encore plus nécessaire d'encourager l'agriculture et de l'éclairer dans cette section de la province, afin que ceux qui s'y adonnent puissent soutenir la compétition et la comparaison avec les hommes qui nous viennent d'outre mer. Cette mesure, selon nous est une des plus nécessaires et attirera l'attention spéciale du gouvernement.

13o Un bill pour la tenure seigneuriale. Cette mesure paraît être généralement demandée dans le Bas-Canada, et nous sommes sûrs que sa passation dans les deux Chambres rencontrera l'approbation du peuple. Nous n'entendons pas cependant faire de ce bill une loi de spoliation. Bien loin de là; tout en donnant aux populations un système moins onéreux et moins féodal, on substituera un paiement plus facile et qui puisse servir de juste compensation aux seigneurs pour les pertes qu'ils feront par l'abolition de la tenure. Nous croyons que les seigneurs eux-mêmes sont en faveur d'une semblable mesure, et que s'ils étaient assurés d'une compensation équitable, ils seraient des premiers à demander la fin du présent système.

14o Un bill pour régler le mode et l'époque du paiement des indemnités pour les pertes de 1837 et 1838 dans le Bas-Canada. La justice de cette indemnité n'est plus contestable; car elle a été reconnue à trop de reprises. Il reste maintenant à déterminer le temps où se paiera cette dette et les moyens de l'acquiescer. Nous ne doutons pas que, s'il y a la moindre possibilité de faire droit à cette dette d'honneur, les ministres ne s'empressent d'introduire un acte à cet effet.

15o Un bill pour pourvoir au paiement des réclamations contre les anciens Districts municipaux. C'est encore là une mesure de justice; il y a déjà plusieurs années que les réclamants s'adressent à la Législature, et ils n'ont encore obtenu rien de satisfaisant. Il est temps de faire droit à leur demande; car elle est juste. D'ailleurs ils sont en grand nombre, et s'ils n'ont pu se faire payer, c'est grâce à une nouvelle organisation des municipalités, faite par le parlement.

16o Un bill pour la presse. On sent de plus en plus tous les jours la nécessité d'une part de protéger la presse, et de l'autre de protéger les citoyens contre la licence de la presse. La mesure que demandent les journalistes n'est pas une mesure toute au détriment de la masse de nos populations. Ils demandent une mesure équitable, qui puisse soustraire la presse aux tracasseries de ceux qui peuvent se faire un plaisir de la tourmenter, et ainsi soustraire cette même presse au baillonnement que quelques individus peuvent désirer pour elle. Si